



Eugénie Bastié rejoint France Télévisions

Leurre de vérité

FTV capitule devant l'extrême droite ?

À quoi joue la direction de FTV ? Alors qu'elle dénonce les attaques de l'extrême droite contre l'Audiovisuel Public, elle lui donne des gages en recrutant Eugénie Bastié pour son émission politique sur France 2.

Boussole politique en panne

D'un côté, elle prétend faire une distinction entre FTV et les médias d'opinion, de l'autre, elle invite sur son antenne celle qui en est l'incarnation. On a du mal à comprendre. À moins que l'on assiste à une soumission par anticipation, à une capitulation devant l'extrême droite avant même qu'elle n'accède au pouvoir.

Pendant les 6 mois de la commission parlementaire sur l'Audiovisuel Public, le député ciottiste Charles Alloncle a tout fait pour démontrer que FTV serait un repère de gauchistes, de wokistes et de militants de la cause climatique. Ce n'est pas le cas, bien entendu. Mais la direction agit comme si elle avait entendu ces critiques et décidé de lui plaire.

Charles Alloncle veut que les éditorialistes et chroniqueurs du service public soient issus de la presse privée d'opinion. La direction de FTV s'exécute. Mais attention, il ne s'agit pas de n'importe quelle opinion !

Journaliste d'opinion et ennemie du service public

En faisant entrer Eugénie Bastié dans ses programmes, les beaux slogans sur la neutralité du service public prennent soudain une teinte particulière : celle de la vague brune qui submerge déjà une bonne partie du paysage médiatique.

La chroniqueuse de CNews et d'Europe 1 arrive avec un bagage idéologique qu'elle aura du mal à laisser à la porte de France Télévisions.

Eugénie Bastié, c'est bien elle qui a remplacé Eric Zemmour sur CNews en 2021 après que le CSA ait enjoint la chaîne de décompter son temps de parole. En toute logique, on en déduit qu'elle défend les mêmes idées. C'est bien elle qui écrit qu' « *une main aux fesses n'a jamais tué personne* » pour dénoncer la victimisation excessive à laquelle seraient soumises les femmes. C'est bien elle qui défend les banquets du Canon français, où l'on ripaille tout en criant « *sales bougnoules* » et en faisant des saluts nazis. C'est bien elle qui se dit opposée philosophiquement à l'avortement même si elle n'est pas pour son interdiction.

C'est elle aussi qui ne se prive pas de taper lourdement sur l'Audiovisuel Public :

Sur CNews, le 22 mars 2026 : « *On a l'impression que Paris appartient à la Gauche un peu de droit, comme un peu l'Audiovisuel Public ou une partie des médias* ».

Sur Europe 1, le 25 novembre 2025 : « *Si l'Audiovisuel Public continue à ne pas vouloir se réformer, refuse toute autocritique, il faudra passer par la case privatisation...* ».

Clairement, Eugénie Bastié n'est pas l'amie de l'Audiovisuel Public.

Un pluralisme qui penche très à droite

En offrant son antenne à Eugénie Bastié, la direction de FTV sait très bien qu'elle ouvre les vannes à un courant de pensée qui charrie l'antiféminisme réactionnaire, le conservatisme catholique et qui flirte avec les idées royalistes de l'Action française.

C'est un choix. Certes. Mais c'est une conception du pluralisme qui penche franchement à droite.

Aux côtés d'Eugénie Bastié pour interviewer des personnalités politiques dans « L'heure de vérité » se trouveront des journalistes comme Benjamin Duhamel et Marc-Olivier Fogiel, dont on peut difficilement dire qu'ils soient marqués à gauche. Le choix du titre de l'émission dénotait déjà un manque cruel d'imagination.

Pourquoi ne pas inviter des éditorialistes et chroniqueurs de L'Humanité, Le Monde diplomatique, et de médias comme Blast, Médiapart ou Le Média par exemple ? Pourquoi cette préférence pour des médias d'opinion comme CNews qui balancent des fake news et distillent la haine à longueur d'antenne ?

Nos cerveaux en charge de l'information à FTV ne voient-ils déjà plus la différence entre un organe de propagande et un média engagé qui respecte les règles de déontologie du journalisme ?

Défendre nos valeurs !

La CGT et les téléspectateurs ne sont pas dupes. Ils voient bien que depuis plusieurs mois, la direction de l'information de FTV - sous la bénédiction de la direction des antennes - a offert une niche sur franceinfo à deux anciens journalistes de la chaîne CNews et aux idées nauséabondes qu'elle distille. Elle a laissé certains de ses journalistes relayer les fausses informations sur Rima Hassan et Bally Bagayoko sans aucune excuse à l'antenne et sans aucune sanction.

Comme sur CNews, attaquer et décrédibiliser LFI et Mélenchon est devenu un sport quotidien sur nos antennes.

Pour la CGT, ce n'est pas en laissant entrer le loup de l'extrême droite dans sa bergerie que FTV va sauver sa peau. Au contraire.

C'est en portant haut et fort les valeurs d'égalité, de liberté, de fraternité, de pluralisme, d'impartialité et de laïcité que notre entreprise restera vivante et forte.

Paris, le 7 mai 2026